

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44263 Nantes Cedex 2

Nantes, le 23/12/25

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

### **HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS**

3 rue du Charron  
CS 90412  
44804 Saint - Herblain Cedex

**Référence :** N1-2025-1421-rapport

**Code AIOT :** 0006300107

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2025 dans l'établissement HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS implanté La Pointe des Chemins 44640 Rouans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS
- La Pointe des Chemins 44640 Rouans
- Code AIOT : 0006300107
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de « La Pointe des Chemins » est une carrière de roches massives (gneiss) dont l'autorisation a été renouvelée et étendue par arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2025 pour une durée de 30 ans.

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les lieux qui ont été visités sont : les terrains situés au Nord de la carrière (à l'intérieur du périmètre clôturé et à l'extérieur), la zone au Sud du ruisseau, les bassins de décantation et le point de rejet.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Rejets atmosphériques

- Bruits et vibrations
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                          | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|--|--|--|-----------------------|
| 2  | Plan d'exploitation  | Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 2.10   | /  | Demande d'action corrective  |                       |
| 3  | Déclaration de production                                  | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.V    | /  | Demande d'action corrective  |                       |
| 5  | Accès à la voirie  | Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 3.1.3  | /  | Demande d'action corrective  |                       |
| 9  | Extraction des matériaux                                   | Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 3.3.4  | /  | Demande de justificatif à l'exploitant   |                       |
| 10 | Surveillance du chantier                                   | Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 10.5.3 | /  | Demande d'action corrective  |                       |
| 11 | Surveillance géotechnique                                  | Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 10.5.4 | /  | Demande d'action corrective  |                       |
| 12 | Circuit des eaux   | Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 7.3.3  | /  | Demande d'action corrective  |                       |
| 13 | Surveillance des rejets d'eau                              | Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 7.4.5  | /  | Demande d'action corrective  |                       |
| 14 | Ouvrages de rejets   | Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 7.4.6  | /  | Demande de justificatif à l'exploitant   |                       |
| 15 | Points de prélèvement                                      | Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 7.4.7  | /  | Demande d'action corrective  |                       |
| 16 | Suite de l'inspection du 31/01/2019 : Plan de surveillance | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5   | Susceptible de suites  | Demande de justificatif à l'exploitant   |                       |

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                           | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|---|--|--|-----------------------|
| 17 | Surveillance des émissions de poussières                                      | Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 6.3.2   | /  | Demande de justificatif à l'exploitant   |                       |
| 18 | Bilan de la surveillance des retombées de poussières                          | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9    | Susceptible de suites  | Demande d'action corrective  |                       |
| 19 | Suite de l'inspection du 31/01/2019 : Prévention des émissions atmosphériques | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1    | Susceptible de suites  | Demande de justificatif à l'exploitant   |                       |
| 21 | Surveillance des nuisances sonores  | Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 9.2.4   | /  | Demande de justificatif à l'exploitant   |                       |
| 23 | Mesure de compensation : milieux ouverts                                      | Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 4.3.2.3 | /  | Demande d'action corrective  |                       |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                   | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1  | Établissement des garanties financières             | Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 1.3.3 | Sans objet        |
| 4  | Panneaux  | Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 3.1.1 | Sans objet        |
| 6  | Dérivation des eaux de pluie                        | Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 3.1.4 | Sans objet        |
| 7  | Clôture   | Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 3.2.3 | Sans objet        |
| 8  | Hauteur de stocks                                   | Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 3.2.5 | Sans objet        |
| 20 | Surveillance des vibrations liées aux tirs de mines | Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 3.4.5 | Sans objet        |
| 22 | Plan de gestion des déchets d'extraction            | Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 8.1.2 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit remettre en état le dispositif de rejet et de surveillance des eaux et mettre en place un compteur.

Il doit évacuer les pneus, ferrailles et autres déchets ou matériels de la zone de compensation relative à la biodiversité au Sud du site.

Par ailleurs, l'exploitant doit mettre à jour ou corriger le plan d'exploitation, la déclaration GEREP, le plan du circuit des eaux et le plan de gestion des déchets d'extraction.

Il doit assurer la traçabilité des vérifications réalisées (surveillance des fronts et dispositifs d'abattage des poussières en particulier).

La surveillance géotechnique doit être complétée en 2025.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre des justificatifs pour justifier certains points de contrôle.

### 2-4) Fiches de constats

#### N°1 : Établissement des garanties financières

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 1.3.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Préalablement à la mise en exploitation des parcelles objets du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none"><li>- le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement</li><li>- la valeur datée du dernier indice public TP01.</li></ul> |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a transmis le justificatif de constitution des garanties financières préalablement à la visite d'inspection. Le montant garanti est de 292 397 euros, correspondant au montant prévu pour la première phase d'exploitation et mis à jour par rapport à l'indice TP01 de juillet 2025 (131). La durée de cautionnement est du 16/10/2025 ou 01/07/2030.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N°2 : Plan d'exploitation

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 2.10  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plans  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Chaque année, l'exploitant établit un ou plusieurs plans orientés, d'échelle adaptée à la superficie de l'installation et clairement lisibles.<br>Sur ces plans sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- les dates de levée,</li><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m,</li><li>- l'emplacement des bornes (y compris la borne de nivellement),</li></ul> |

- les bords de la fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation,
- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation définis en niveau NGF, faisant apparaître les côtes de fond de fouille,
- la position de tous ouvrages ou équipements dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique, sur le site et dans son voisinage immédiat,
- la position des clôtures,
- les zones en cours d'exploitation,
- les zones remises en état,
- les zones de stockage des déchets inertes d'extraction,
- les futures zones à exploiter,
- les zones particulières de préservation écologique,
- la localisation des installations (traitement des matériaux, bassins de décantation, atelier, aire de ravitaillement, ...) et des stockages de matériaux,
- la localisation des pistes internes, ainsi que les voies d'accès et chemins menant à la carrière,
- les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière.

Un exemplaire de ce ou ces plans est transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le plan topographique du site au 18/09/2024. L'exploitant ne dispose pas encore du plan pour l'année 2025, intégrant l'extension autorisée par arrêté préfectoral du 01/07/2025.

Par rapport aux prescriptions de ce nouvel arrêté, le plan appelle les remarques suivantes.

Le plan n'est pas orienté (pas d'indication du Nord).

Les bords de fouille, permettant de visualiser la surface de l'excavation, ne sont pas clairement représentés. La même remarque est également valable pour les merlons.

Des lignes de niveaux sont représentées en vert et rouge (en rouge, les lignes de niveaux arrondis de 5 en 5) et ne correspondent pas à la légende (haut et bas de talus).

La ligne électrique extérieure au site n'est pas représentée conformément à la légende (l'exploitant précise que la ligne électrique est enterrée à l'intérieur du site).

Le plan ne représente pas certaines installations (aire de ravitaillement, séparateurs à hydrocarbures, points de rejet) ou l'indication du nom de l'installation est manquante (installations de traitement de matériaux, certains bâtiments).

Le plan ne représente pas les pistes internes, en particulier la piste d'accès aux installations depuis l'excavation.

Il manque la représentation (ou l'indication de leur nom) des cours d'eau et fossés limitrophes. L'exploitant indique que les piézomètres seront mis en place avant le début des acceptations de déchets inertes.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Le plan pour l'année 2025 devra comporter l'ensemble des informations demandées. Il devra notamment être orienté et représenter les bords de l'excavation, les installations (et nommer celles-ci), les pistes internes, les cours d'eau et fossés limitrophes.**

**La légende devra correspondre aux éléments représentés (haut et bas de talus, ligne électrique).**

**Il devra également représenter les zones particulières de préservation écologique.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

### N°3 : Déclaration de production

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.V  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, GEREP   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.                   |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a fait une erreur dans sa déclaration GEREP relative à l'année 2024 : la déclaration de production (30,5 kt) semble être sous-estimée d'un facteur 10 en comparaison à la quantité expédiée (305 kt). |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><b>La déclaration GEREP pour 2024 a été mise en révision.</b><br><b>L'exploitant doit corriger sa déclaration.</b>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |

### N°4 : Panneaux

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 3.1.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagements préliminaires   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.<br>L'exploitant est tenu d'installer en tous points nécessaire : <ul style="list-style-type: none"><li>- des panneaux interdisant l'accès du public au site,</li><li>- des panneaux avertissant des dangers du site.</li></ul> |
| <b>Constats :</b><br>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le panneau à l'entrée du site n'était pas à jour suite à la signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 01/07/2025.<br>L'extérieur de la partie Nord du site a été contrôlé. Il a été constaté la présence de panneaux d'interdiction d'accès et avertissant du danger affichés sur la clôture.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

### N°5 : Accès à la voirie

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 3.1.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagements préliminaires  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité routière. Cet aménagement comprend notamment la mise en place d'une signalisation adaptée.<br>L'accès au site se fait à partir de la RD66. En sortie de carrière, l'exploitant met en place un panneau de type « Interdiction de tourner à droite, sauf desserte locale ». |
| <b>Constats :</b><br>Le panneau d'interdiction de tourner à droite, sauf desserte locale, n'est pas mis en place.  |

|  |
|--|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>   |
| <b>L'exploitant doit mettre en place un panneau interdisant de tourner à droite en sortie du site, sauf desserte locale.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |

#### N°6 : Dérivation des eaux de pluie

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 3.1.4  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagements préliminaires   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Un réseau de dérivation, constitué de merlons et/ou de fossés, empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation et empêchant le ruissellement des eaux pluviales vers l'extérieur du site est mis en place en périphérie de cette zone. |
| <b>Constats :</b><br>La zone extérieure au site, au Nord de celui-ci, a fait l'objet d'un contrôle. Il a été constaté la présence de merlons côté excavation et d'un fossé de dérivation des eaux pluviales extérieures le long des merlons, côté extérieur du site.                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N°7 : Clôture

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 3.2.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès aux installations   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'accès à toute zone dangereuse, et en particulier à la zone d'exploitation, est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. L'accès au site est fermé par un portail lors de toute interruption de l'activité.  |
| <b>Constats :</b><br>La zone extérieure au site, au Nord de celui-ci, a fait l'objet d'un contrôle.<br>Il a été constaté que la zone qui a fait l'objet de travaux sur le périmètre autorisé en extension est entourée de clôtures.<br>Au niveau de la partie historique, la végétation est très dense et la clôture, prise dans la végétation, n'a été vue qu'en partie. Cependant, la végétation existante permet d'interdire l'accès au site. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N°8 : Hauteur de stocks

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 3.2.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Impact paysager   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les matériaux extraits sont repris par des engins adaptés pour être acheminés vers les installations de traitement des matériaux réalisant des opérations de concassage, criblage et broyage.<br>Les matériaux traités et produits finis, situés sur la plateforme de stockage sont stockés sur des hauteurs maximales de 15 m.<br>L'exploitant prend toute disposition pour que les stocks ne soient pas être à l'origine d'envols de poussières. |



**Constats :**

Sur le plan d'exploitation du 18/09/2024, il est constaté que les stocks ont une hauteur maximale d'environ 10 à 11 m.

L'exploitant indique que seul le stock de matériaux 0-1 fait l'objet d'une aspersion. Le dispositif était en fonctionnement lors de la visite.

Il n'a pas été constaté d'envols de poussières liés aux stocks.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°9 : Extraction des matériaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 3.3.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conduite de l'exploitation

**Prescription contrôlée :**

L'extraction est réalisée à ciel ouvert en fouille sèche par gradins successifs. L'abattage est réalisé au moyen d'explosifs.

L'exploitant organise l'extraction en respectant les distances limites et zones de protection définies aux articles 1.2.2 (côte minimale d'extraction : -39 mNGF) et 3.2.5 (bande de protection de 10 mètres au minimum depuis le périmètre autorisé, retrait du merlon nord de 5 m minimum de l'excavation) .

La hauteur des fronts d'exploitation et de découverte est limitée à 10 mètres, à l'exception du dernier front des fronts Est, Ouest et Sud qui sont limités à une hauteur 14 mètres (de la cote -25 à -39 mNGF). Une banquette d'au moins 10 mètres de large sur les fronts Sud, Est et Ouest, 23 mètres sur les fronts Nord doit être aménagée au pied de chaque gradin.

La pente des fronts ne devra pas excéder 5V/1H (78,7°).

La hauteur des fronts et leur inclinaison et la largeur des banquettes, en période d'exploitation et en position finale, doivent respecter les recommandations des suivis qui seront réalisées sur le site conformément à l'article 10.5.4.

Les fronts de taille, remblais, verses ou dépôts sont exploités sans créer d'instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs, de zones de porte-à-faux ou de caves.

**Constats :**

La côte minimale figurée sur le plan d'exploitation du 18/09/2024 est de -16 mNGF.

La largeur de la bande de protection périphérique et l'éloignement du merlon Nord ne peuvent pas être déterminés aisément sur le plan, car le bord de l'excavation et les bords des merlons ne sont pas très lisibles (cf remarques faites sur le plan d'exploitation). De la même façon, il est compliqué de mesurer sur le plan les hauteurs de front et largeurs de banquettes. Plusieurs fronts semblent avoir une hauteur de 11 m.

Concernant la pente des fronts, l'exploitant indique que celle-ci est maîtrisée à la foration.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est demandé à l'exploitant de justifier les distances d'éloignement et les hauteurs de fronts. Pour la suite, il est demandé d'améliorer la lisibilité des plans pour permettre la vérification sur plan des hauteurs de fronts, largeurs de banquettes et la position de l'excavation et des merlons.**

**Il est demandé à l'exploitant de transmettre le plan de foration pour les tirs de mines réalisés entre le 01/07/2025 et le 24/10/2025.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

## N°10 : Surveillance du chantier

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 10.5.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques géotechniques   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les zones de travail font l'objet d'une surveillance régulièrement avant la reprise et après la cessation des travaux, et tout particulièrement après les périodes de gel ou de fortes pluies ou les reprises après arrêt de travail prolongé. Les risques d'effondrements donnent lieu sans délai soit à une intervention soit à une sécurisation de la zone. Les fronts de taille sont purgés et rectifiés aussi souvent que nécessaire, le cas échéant. L'exploitant met en place une traçabilité de cette surveillance et de ces interventions. |
| <b>Constats :</b><br>Le chef de carrière indique qu'il réalise une ronde après chaque tir de mines et après de gros épisodes pluvieux.<br>Il n'est pas réalisé de traçabilité de cette surveillance.<br>L'exploitant indique qu'il a mis en place un outil dématérialisé (application check proof) permettant de suivre les vérifications et les opérations de maintenance réalisées. La surveillance des fronts sera intégrée dans cette application.   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><b>L'exploitant doit assurer la traçabilité de la surveillance des fronts et des interventions réalisées.</b>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |

## N°11 : Surveillance géotechnique

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 10.5.4  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques géotechniques   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant fait procéder aussi souvent que nécessaire, et au moins une fois tous les ans, par une personne compétente, à un suivi des instabilités rocheuses et de la stabilité des remblais. Tous les 3 ans, ce suivi est effectué par une personne compétente externe à l'exploitant. Ce suivi fait l'objet d'un compte-rendu qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.   |
| <b>Constats :</b><br>Préalablement à la visite, il a été demandé à l'exploitant la transmission du dernier rapport de suivi des instabilités rocheuses et de la stabilité des remblais.<br>L'exploitant a transmis le rapport de suivi de la zone de décaissement (Suivi d'exploitation du front Nord - Mission G4 - Visite du 23 mai 2025 par Anteagroup). Ce rapport ne précise pas les observations éventuellement faites sur les autres fronts. Il ne concerne pas les remblais.<br>Concernant le suivi topométrique, le rapport propose d'alléger le suivi à une fréquence trimestrielle et de réaliser le suivi par photogrammétrie, en évaluant les différences observées sur fond d'orthophotographie.<br>Suite à la demande de l'exploitant, le rapport évalue la stabilité pour une reprise de l'exploitation à la côte -5 mNGF sur le front Nord. Il estime que la stabilité provisoire est assurée pour un délaissé de 30 mètres (une banquette de 40 mètres était maintenue suite au glissement de l'hiver dernier). Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il avait extrait la zone concernée, en maintenant une banquette de 30 mètres. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><b>Lors du prochain suivi géotechnique, celui-ci devra concerner l'ensemble des fronts et les remblais.</b>  |

**Il devra permettre de vérifier le respect des dispositions de l'article 3.3.4 de l'arrêté préfectoral du 01/07/2025 : distances limites et zones de protection, hauteurs de fronts, largeurs de banquettes, pente des fronts.**

**Il est demandé à l'exploitant de transmettre les derniers suivis topométriques de la zone nord.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

## **N°12 : Circuit des eaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 7.3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux superficielles

**Prescription contrôlée :**

Un plan ou schéma présentant les circuits des eaux sur le site est établi et tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce document permet d'identifier jusqu'au point de rejet, les différents équipements présents (point de prélèvement, disconnecteur, dispositif de traitement, décanteur, séparateur à hydrocarbures, aire de collecte spécifique, fossé ou égout de collecte, point de rejet, équipement de mesure présent) sur le circuit des eaux prélevées et utilisées (ruissellements, exhaure, ...).

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a fait référence au plan figurant dans le dossier d'autorisation ayant abouti à l'arrêté préfectoral du 01/07/2025.

Dans le document 1a, on retrouve la localisation des dispositifs actuels et futurs de traitement des eaux de la carrière (figures 13 et 15) et le synoptique actuel et futur de gestion des eaux (figures 14 et 16) avec un zoom sur les futurs bassins au sud (figure 17).

Ces représentations n'intègrent pas l'ensemble des usages de l'eau sur le site. En particulier, l'arrosage des pistes (asperseurs, tonne à eau) n'est pas représenté. L'abattage des poussières sur l'installation, le nettoyage de la dalle, le mouillage des graviers ne sont pas indiqués en tant que tels. L'abattage des poussières sur les stocks n'est pas précisé, ni le portique d'arrosage des camions.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit mettre à jour le plan de localisation et le synoptique par rapport à la situation actuelle et en précisant l'ensemble des usages de l'eau.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

## **N°13 : Surveillance des rejets d'eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 7.4.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux superficielles

**Prescription contrôlée :**

Les eaux sont rejetées au milieu naturel au travers d'un unique point de rejet dans les conditions ci après définies : [TABLEAU]

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures avant rejet au cours d'eau, à l'exception de la modification de couleur du milieu récepteur.

L'exploitant fait réaliser à une fréquence trimestrielle, par un organisme compétent, l'ensemble des mesures permettant de vérifier la conformité du rejet aux présentes dispositions ainsi que le

|  |
|--|
| <p>paramètre sulfate.</p> <p>La vérification de la conformité de la modification de couleur du milieu récepteur est réalisée de manière trimestrielle, au niveau du ruisseau des Champs Balants, en amont et en aval du point de jonction avec le fossé recueillant les rejets d'eau du site.</p> <p>L'exploitant s'assure à une fréquence a minima annuelle que la concentration en hydrocarbures des eaux en sortie du séparateur à hydrocarbures de l'aire étanche est inférieure à 10 mg/l, avant nettoyage de l'équipement et pour un prélèvement instantané.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un tableau de suivi des rejets des eaux d'exhaure (fréquence trimestrielle) et de rejet du séparateur à hydrocarbures de l'aire étanche (fréquence annuelle) pour 2024 et 2025.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés de manière instantanée et non proportionnellement au débit sur 24 heures.</p> <p>Les paramètres mesurés sont la température, le pH, les MES, la DCO, hydrocarbures totaux, modification du milieu récepteur.</p> <p>Il n'y a pas de mesure du débit ni des sulfates.</p> <p>Les résultats sont conformes à l'exception du pH pour le prélèvement du 17/06/2025 (pH de 8,7 au lieu de 8,5 au maximum). Le pH respecte de nouveau la valeur limite lors du prélèvement du 11/09/2025 (8,4) tout en restant proche de la valeur limite.</p> <p>Les résultats montrent également une non-conformité pour la couleur en juin 2025 mais avec une couleur plus claire en aval, il n'est donc pas considéré de non-conformité.</p> <p>Les résultats conformes pour les rejets du séparateur à hydrocarbures.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport des mesures réalisées en 2025.</b></p> <p><b>Les mesures de rejet des eaux d'exhaure devront dorénavant être réalisées sur 24 heures. Le débit et les sulfates devront être intégrés aux paramètres mesurés.</b></p> <p><b>Les rejets d'eau d'exhaure montrent une tendance basique qui peut dépasser ponctuellement la valeur limite de rejet pour le pH. Il est demandé à l'exploitant d'étudier la cause de ces dépassements.</b></p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>  |

#### N°14 : Ouvrages de rejets

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 7.4.6</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Ces points de rejet sont munis de dispositifs d'obturation permettant d'éviter des rejets au milieu naturel en cas de pollution.</p> <p>L'exploitant met en place un système permettant de limiter le débit en sortie du dernier bassin de décantation avant rejet, afin de respecter en tous temps la valeur de 3l/s/ha pour la carrière, y compris après la remise en état du site.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Au niveau du point de rejet principal, après décantation, il n'a pas été constaté la présence d'un dispositif d'obturation. L'exploitant a indiqué que, en cas de pollution, l'arrêt des rejets serait assuré par l'arrêt du pompage.</p> <p>Concernant la limitation des débits, l'exploitant indique que celle-ci est assurée par la capacité des</p>   |

|  |
|--|
| pompes.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'exploitant doit justifier que l'arrêt des pompages des eaux d'exhaure permet l'arrêt des rejets après le dernier bassin de décantation. A l'appui, il doit notamment fournir un plan représentant le circuit des eaux sur le site, en particulier, le circuit des eaux pluviales qui ne sont pas directement interceptées par l'excavation.<br>En complément, il est demandé à l'exploitant de transmettre la procédure relative à l'arrêt des pompages en cas de pollution et les justificatifs de la formation du personnel. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant  |

#### N°15 : Points de prélèvement

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 7.4.7  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les émissaires de rejet doivent être équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement permettant de prélever un échantillon proportionnellement au débit sur 24 heures. Le canal de mesure du débit est doté d'un compteur totalisateur.<br>Les points de prélèvement sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. [...]<br>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. |
| <b>Constats :</b><br>Lors de la visite, il a été constaté la présence d'un ancien canal venturi non entretenu et non fonctionnel. Le canal de rejet n'est pas équipé d'un compteur.<br>L'exploitant a indiqué que le prélèvement était réalisé de manière ponctuelle en sortie de tuyau vers le ruisseau. Ce point de prélèvement ne peut pas être utilisé pour un prélèvement sur 24 heures.   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'exploitant doit remettre en état ou installer un canal de mesure du débit équipé d'un compteur. L'installation doit permettre l'implantation, de manière aisément accessible, d'un dispositif de prélèvement sur 24 heures.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |

#### N°16 : Suite de l'inspection du 31/01/2019 : Plan de surveillance

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 08/07/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul> |
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |

|  |
|--|
| <p>Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.</p> <p>Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.</p> <p>Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour les exploitations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantées sur un site nouveau, une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection de 2022, il avait été constaté que la localisation du point témoin n'avait pas été modifiée dans le plan de surveillance.</p> <p>Celui-ci a été demandé avant la visite mais n'a pas été transmis par l'exploitant.</p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le plan de surveillance des émissions de poussières, dans sa dernière version.</b></p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>   |

#### N°17 : Surveillance des émissions de poussières

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 6.3.2</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Le respect de la norme NFX43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 350 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>La valeur limite à ne pas dépasser est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement de la valeur limite de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu à l'article 6.4, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance la fréquence de suivi peut devenir semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur limite de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour prévue au paragraphe précédent et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les fiches de synthèse des campagnes de suivi des retombées de poussières dans l'environnement réalisées du 26/05 au 25/06/2025 et du</p>   |

|   |
|---|
| 01/09 au 01/10/2025 par la société Geoscop.   |
| L'exploitant n'a pas transmis le rapport complet pour l'année 2024 permettant de vérifier le respect de la norme NFX 43-014.  |
| Les résultats individuels et en moyenne glissante au niveau des points de type (b), points situés au niveau des habitations, sont inférieurs à 350 mg/m <sup>2</sup> /jour. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  |
| <b>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport complet pour l'année 2024.</b>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |

#### N°18 : Bilan de la surveillance des retombées de poussières

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 08/07/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.<br>Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.  |
| <b>Constats :</b><br>Constat de l'inspection 2022 :<br>Les résultats des mesures de retombées de poussières réalisées dans le cadre de la surveillance sont transmises lors de la déclaration annuelle par GERE. Cependant, les valeurs mesurées ne sont pas commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il était précisé que GERE disposait d'espaces permettant d'apporter des commentaires<br>Réponse exploitant 12/08/2022 : "les valeurs seront commentées pour ces critères lors de la prochaine déclaration GERE en 2023"<br>Constats du 24/11/2025 :<br>La déclaration GERE pour 2024 ne comporte pas de commentaires sur les valeurs mesurées. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas transmis le rapport relatif aux campagnes de mesures réalisées en 2024 qui pourraient comporter ces commentaires. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  |
| <b>Il est demandé à l'exploitant d'établir et transmettre un bilan annuel des mesures réalisées.</b>  |
| <b>L'exploitant peut utiliser la déclaration GERE (le module dispose de zones où il est possible de laisser des commentaires) ou transmettre le bilan annuel du bureau d'études.</b>  |
| <b>Le bilan doit comporter l'ensemble des informations demandées.</b>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |

## N°19 : Suite de l'inspection du 31/01/2019 : Prévention des émissions atmosphériques

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des émissions atmosphériques   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 08/07/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>   |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>   |
| <b>Constats :</b> <p>Des remarques ont été formulées par l'inspection des installations classées lors des visites de 2019 et 2022 concernant la traçabilité des vérifications et entretiens réalisés sur les dispositifs de réduction des émissions de poussières. Lors de l'inspection de 2022, il était notamment demandé que la fiche de vérification des protections collectives liées à l'empoussiérage, utilisée pour le suivi trimestriel de ces dispositifs, soit complétée pour tracer la vérification de tous les équipements.</p> <p>Préalablement à la visite, les fiches de suivi des dispositifs de réduction des émissions de poussières pour 2025 ont été demandées mais l'exploitant ne les a pas transmises.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que le suivi des entretiens venait d'être basculé sur l'application check proof.</p> <p>Les fiches papier des vérifications du 10/01/2025 et du 26/06/2025 des protections collectives liées à l'empoussiérage ont été consultées. Ces fiches concernent uniquement les dispositifs d'abattage des poussières installées sur l'installation. L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas de traçabilité mise en place antérieurement pour les autres dispositifs, comme l'aspersion des pistes et du stock de sables 0-1.</p> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p><b>Il est demandé à l'exploitant de transmettre un justificatif des vérifications récentes réalisées au niveau des asperseurs (pistes et stock 0-1).</b></p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |

## N°20 : Surveillance des vibrations liées aux tirs de mines

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 3.4.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vibrations  |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>Chaque tir d'abattage doit donner lieu à des mesures de vibrations et de pression acoustique au niveau de trois emplacements minimum. Ce nombre et la position des points de mesures sont déterminés par l'exploitant à chaque tir en fonction de l'éloignement des constructions avoisinantes, tel que les habitations, et de l'expérience acquise lors des tirs précédents sur le gisement. Au moins un emplacement est situé au niveau de l'habitation la plus proche, sous réserve de l'accord des propriétaires. [...]</p> <p>L'appareillage utilisé doit permettre la détection, la mesure et l'enregistrement de la vitesse particulaire en fonction du temps dans la bande de fréquence allant de 1 à 150 Hz avec des amplitudes comprises entre 0,25 mm/s et 50 mm/s.</p> |
| <b>Constats :</b> <p>L'exploitant indique que les tirs de mines sont sous-traités (de la foration à la surveillance dans l'environnement).</p>  |



|   |
|---|
| <p>Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un tableau de suivi des tirs de mines de l'année 2025 (jusqu'au 24/10/2025) indiquant, pour chaque tir, les résultats des mesures de vibration et de surpression acoustique pour chaque point ayant fait l'objet d'une surveillance.</p> <p>Pour les tirs réalisés depuis la signature de l'arrêté préfectoral du 01/07/2025, 4 tirs ont été réalisés (du 04/09 au 24/10/2025). Le premier tir a fait l'objet d'une surveillance des vibrations et de la surpression acoustique en seulement deux points de mesure mais les tirs suivants ont fait l'objet d'une surveillance en trois points (Les Béchis au Sud, La Roustière au Nord-Ouest, La Cavernière au Nord-Est).</p> <p>Les résultats sont conformes aux valeurs limites de vibrations solidiennes et de surpression acoustique.</p> <p>Lors de la visite, les résultats des sorties des analyseurs ont été comparés aux résultats saisis dans le tableau de synthèse pour le tir du 17/10/2025.</p> <p>Il a été constaté une erreur de report pour le site de La Roustière (résultat restant inférieur à 1 mm/s).</p> <p>Par ailleurs, le tableau de synthèse appelle les remarques suivantes.</p> <p>Deux résultats sont notés avec des valeurs à 0 : si cela correspond à un non déclenchement, il convient de l'indiquer en tant que tel.</p> <p>Un résultat est noté avec l'indication &gt;0,5 : le signe est a priori dans le mauvais sens. De plus, l'appareillage utilisé doit avoir une amplitude de mesures à partir de 0,25 mm/s.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit être rigoureux dans le report des résultats dans le tableau de synthèse.</b></p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> |
|---|

#### N°21 : Surveillance des nuisances sonores

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 9.2.4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place une surveillance annuelle des émissions sonores des installations permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée au niveau des zones suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- B2 : Habitation au lieu-dit Beaujour,</li> <li>- B3 : Habitation au lieu-dit Les Béchis,</li> <li>- B4 : Habitation au lieu-dit La Roustière,</li> </ul> <p>Une mesure des niveaux de bruit est également réalisée au point B6 en limite Ouest.</p> <p>Les mesures des émissions sonores sont effectuées, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé. En particulier, une évaluation de la tonalité marquée est réalisée.</p> <p>Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de la carrière et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par le chantier sur une durée d'une demi-heure au moins. Les mesures d'émergences sont systématiquement réalisées chez les tiers les plus proches de la zone d'exploitation, sous réserve de leur accord formel.</p> <p>L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.</p> <p>Les résultats des campagnes de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées en cas de dépassement des valeurs limites. Ils sont alors accompagnés de la description des mesures correctives mises en œuvre par l'exploitant. Dans les autres cas, ils sont tenus à disposition de</p> |

|   |
|---|
| l'inspection des installations classées.  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le résultat des mesures de bruit réalisées le 02/06/2025 par la société Geoscop.</p> <p>Les mesures ont été réalisées au niveau des points prévus par l'arrêté préfectoral, pendant une période normale d'activité. Elles comportent une durée du bruit à tonalité marquée.</p> <p>Le document transmis ne précise pas si c'est la méthode de contrôle ou d'expertise qui a été utilisée. L'exploitant indique lors de la visite que c'est la méthode d'expertise qui a été utilisée.</p> <p>Les résultats d'émergence sont inférieurs aux valeurs limites. Cependant, l'écart entre les émergences calculées et la valeur limite d'émergence est inférieur à 2 dB(A) aux points B2 et B3. Si c'est la méthode de contrôle qui a été utilisée, le résultat ne permet pas de conclure à la conformité des émergences en ces deux points.</p> <p>La mesure de bruit en limite de site est conforme.</p> <p>La durée de tonalité marquée en période de fonctionnement des installations dépasse légèrement la limite de 30 % aux points B3 et B4. Cependant, la durée de tonalité marquée est du même ordre de grandeur lors de l'arrêt des installations.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport de mesure permettant de justifier que la méthode d'expertise a été utilisée.</b></p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |

## N°22 : Plan de gestion des déchets d'extraction

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 8.1.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets d'extraction  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : [...]</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p> <p>L'exploitant révisé le plan de gestion des déchets d'extraction dans un délai de 1 an à compter de la signature du présent arrêté.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière version du plan de gestion des déchets d'extraction est datée de 2022. Certains éléments du PGDE ne sont pas conformes aux plans de phasage en annexe de l'arrêté du 01/07/2025 (ex : stock de stériles à l'angle Nord-Ouest de l'excavation ; lors de l'inspection, l'exploitant indique qu'il s'agit de matériaux abattus).</p> <p>Le PGDE n'intègre pas les boues issues du dispositif de lavage des roues.</p>  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Le PGDE doit être actualisé avant 01/07/2026.</b></p> <p><b>Il devra préciser le traitement ultérieur des stockages de déchets d'extraction. Il devra décrire également les modalités de gestion des boues du dispositif de lavage de roues.</b></p> <p><b>En particulier, l'article 8.1.1 de l'arrêté du 01/07/2025 prévoit que les boues issues du curage du dispositif de lavage des roues doivent être analysées.</b></p>   |

|                                       |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

**N°23 : Mesure de compensation : milieux ouverts**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 4.3.2.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Biodiversité  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...] MC03 : Milieux ouverts<br>3 200 m <sup>2</sup> de terrains situés à l'intérieur du périmètre d'étude (localisation sur les plans ci-dessous) sont maintenus en herbes pendant toute la durée de l'exploitation puis après la fin de l'exploitation. Le périmètre est délimité matériellement et il n'y est plus réalisé aucune activité dès le début de la phase d'extension de la carrière. [...] |
| <b>Constats :</b><br>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté qu'il y avait un stockage de pneus usagés et de ferrailles sur la zone de compensation.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><b>Il est demandé à l'exploitant d'évacuer les pneus, ferrailles et autres déchets ou matériels de la zone de compensation et d'en délimiter le périmètre.</b>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |